

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 504

[S - C - 2001/29120]

**8 FEVRIER 2001. — Décret définissant la formation initiale des agrégés
de l'enseignement secondaire supérieur (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux institutions universitaires et aux hautes écoles comprenant une catégorie économique comportant des études de type long, organisées ou subventionnées par la Communauté française, qui organisent les études d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur.

Art. 2. Tous les titres et fonctions mentionnés dans le texte du présent décret sont à lire tant au masculin qu'au féminin.

CHAPITRE II. — Les compétences des enseignants

Art. 3. En référence au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, la Communauté française et tout pouvoir organisateur poursuivent comme objectif dans la formation des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur d'amener chaque étudiant à développer les treize compétences suivantes :

1. Mobiliser des connaissances en sciences humaines pour une juste interprétation des situations vécues en classe et autour de la classe et pour une meilleure adaptation aux publics scolaires;
2. Entretenir avec l'institution, les collègues et les parents d'élèves des relations de partenariat efficaces;
3. Etre informé sur son rôle au sein de l'institution scolaire et exercer la profession telle qu'elle est définie par les textes légaux de référence;
4. Maîtriser les savoirs disciplinaires et interdisciplinaires qui justifient l'action pédagogique;
5. Maîtriser la didactique disciplinaire qui guide l'action pédagogique;
6. Faire preuve d'une culture générale importante afin d'éveiller l'intérêt des élèves au monde culturel;
7. Développer les compétences relationnelles liées aux exigences de la profession;
8. Mesurer les enjeux éthiques liés à sa pratique quotidienne;
9. Travailler en équipe au sein de l'école;
10. Concevoir des dispositifs d'enseignement, les tester, les évaluer et les réguler;
11. Entretenir un rapport critique et autonome avec le savoir scientifique passé et à venir;
12. Planifier, gérer et évaluer des situations d'apprentissage;
13. Porter un regard réflexif sur sa pratique et organiser sa formation continuée.

CHAPITRE III. — Les axes et les contenus de la formation

Art. 4. Les contenus, indissociables et complémentaires, nécessaires pour construire ces compétences sont constitués, sans aucune hiérarchie entre eux, par quatre axes comprenant :

1. l'appropriation des connaissances socio-culturelles comportant au moins 30 heures;
2. l'appropriation des connaissances pédagogiques assorties d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comportant au moins 60 heures;
3. l'appropriation des connaissances socio-affectives et relationnelles comportant au moins 30 heures;
4. le savoir-faire comportant au moins 90 heures.

La maîtrise de la langue de l'enseignement est vérifiée dans les travaux écrits et oraux produits par les étudiants. Elle intervient dans leur évaluation tout au long de la formation.

Art. 5. Le programme de formation de tous les étudiants inscrits dans les études d'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comporte les quatre axes visés à l'article 3 du présent décret.

La formation comporte 300 heures. Septante pour cent de ce volume est commun à toutes les agrégations. L'article 3 fixe les domaines de formation communs et leur volume.

Trente pour cent du volume de la formation est affecté par les institutions organisant l'agrégation à des activités d'enseignement qu'elles déterminent en toute autonomie.

Art. 6. Les connaissances socio-culturelles abordent les domaines de :

1. la sociologie de l'éducation;
2. l'analyse de l'institution scolaire et de ses acteurs;
3. une approche théorique de la diversité culturelle;
4. la politique de l'éducation;
5. la réflexion éthique sur la profession.

Art. 7. Les connaissances pédagogiques assorties d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comportent deux parties :

1. La transposition didactique comporte l'épistémologie de la discipline, la didactique de la discipline, la recherche en didactique de la discipline, l'approche interdisciplinaire, la connaissance et l'exploitation pédagogique des médias et des technologies de l'information et de la communication.

2. La formation pédagogique intégrée aborde les domaines de l'évaluation des apprentissages, des processus d'enseignement et d'apprentissage, de l'étude critique des grands courants pédagogiques et de la recherche en éducation.

Les contenus pédagogiques, didactiques et interdisciplinaires sont développés dans le but de former les étudiants à une maîtrise qui les rende aptes à rencontrer les exigences des socles de compétences, des compétences terminales et des profils de formation correspondant aux niveaux de leurs futurs élèves et à s'y adapter en permanence.

Art. 8. Les connaissances socio-affectives et relationnelles abordent les domaines de :

1. l'approche de l'adolescent et de la vie scolaire;
2. la gestion de groupes dans la classe et autour de celle-ci;
3. l'étude des relations interpersonnelles dans un contexte scolaire.

Art. 9. § 1^{er}. Le savoir-faire repose sur l'articulation de la théorie et de la pratique. Il s'acquiert en effectuant des stages en situation réelle et dans les séminaires d'analyse des pratiques.

§ 2. Les séminaires d'analyse des pratiques offrent aux étudiants un ensemble d'activités susceptibles de faire émerger des compétences et attitudes professionnelles et un regard réflexif sur celles-ci.

Ils leur permettent d'expérimenter, d'observer et d'analyser les différentes composantes de la profession, d'élaborer progressivement leur identité professionnelle et de planifier leur perfectionnement ultérieur.

§ 3. Les stages en situation réelle comprennent :

1. les stages d'observation participante, avec l'accompagnement d'un enseignant en fonction, des activités d'enseignement et des autres activités se déroulant au sein d'un établissement scolaire;
2. les stages d'enseignement qui mettent progressivement les étudiants en situation de responsabilité d'enseignement;
3. les stages d'activités scolaires hors cours où les stagiaires sont impliqués de manière effective dans des activités non didactiques, liées au fonctionnement de l'établissement et aux relations entre ses différents acteurs.

§ 4. Les étudiants effectuent une partie de leurs stages par équipe de deux personnes au moins au sein du même établissement. Autant que possible, les stages associent aux étudiants inscrits dans l'agrégation les étudiants des départements pédagogiques des hautes écoles qui sont amenés à intervenir au sein du même établissement.

§ 5. Pour les étudiants inscrits dans l'agrégation et qui sont en fonction dans l'enseignement secondaire supérieur, les prestations effectuées dans le cadre de cette fonction peuvent être assimilées à des stages d'enseignement et à des stages d'activités scolaires pour autant qu'ils soient supervisés selon les modalités appliquées aux autres étudiants. Ces étudiants sont exemptés des stages d'observation.

Art. 10. Un module d'information sur l'enseignement spécial et un module d'information sur l'enseignement de promotion sociale peuvent être organisés dans le cadre des heures d'autonomie mentionnées à l'alinéa 3 de l'article 4.

Le premier est constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement spécial et des notions de pédagogie adaptées aux élèves qui le fréquentent. Le second est constitué par une information sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement de promotion sociale et des notions de pédagogie adaptées aux adultes.

Les étudiants qui s'inscrivent à un de ces modules effectuent une partie de leurs stages dans l'enseignement correspondant.

CHAPITRE IV. — *L'organisation de l'enseignement*

Art. 11. Les autorités des institutions universitaires et des hautes écoles peuvent organiser une formation accélérée de l'agrégation, se déroulant entre le début de l'année académique et le 31 décembre de la même année civile.

La mise en place de cette formation est liée à une situation de pénurie avérée, constatée par le Gouvernement.

Le Gouvernement organise la formation accélérée de l'agrégation ainsi que ses modalités d'exécution après avis de l'ensemble des institutions concernées.

La formation accélérée de l'agrégation est organisée dans le respect des articles 2 à 9 du présent décret.

Art. 12. Les collaborations que les institutions universitaires qui organisent l'agrégation établissent avec d'autres institutions universitaires pour assurer la formation des futurs agrégés conformément à l'article 9 du décret du 5 septembre 1994 précité donnent lieu à l'établissement de conventions de coopération explicites entre les institutions, agréées par le Gouvernement.

Les collaborations que les institutions universitaires qui organisent l'agrégation établissent avec des hautes écoles pour assurer la formation des futurs agrégés conformément à l'article 20 du décret du 5 septembre 1994 précité donnent lieu à l'établissement de conventions de coopération explicites entre les institutions, agréées par le Gouvernement.

Les collaborations que les catégories économiques des hautes écoles établissent avec des institutions universitaires ou des hautes écoles, pour assurer la formation des futurs agrégés conformément aux articles 30 et 92 du décret du 5 août 1995 précité donnent lieu à l'établissement d'accords de collaboration explicites entre les institutions, agréés par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — *L'encadrement des activités de savoir-faire*

Art. 13. § 1^{er}. Les étudiants stagiaires sont supervisés au moins trois fois sur la durée de leurs stages sous la responsabilité des enseignants des institutions qui organisent l'agrégation.

§ 2. Des membres du personnel de l'enseignement secondaire interviennent aux côtés des enseignants des institutions universitaires et des hautes écoles dans l'encadrement des activités pratiques comprenant les stages et les séminaires d'analyse des pratiques.

Ils sont agréés comme maîtres de stage par l'institution qui organise l'agrégation, dans le cadre de conventions de coopération ou d'accords de collaboration établis entre les autorités des institutions universitaires ou des hautes écoles et les établissements d'enseignement secondaire où les étudiants effectuent des stages. Ces accords et conventions précisent la nature des services rendus par les deux partenaires.

§ 3. Les maîtres de stage accueillent les stagiaires dans leur classe ou dans leur établissement pour les stages d'observation. Ils assurent l'accompagnement pédagogique des stagiaires en stage d'enseignement et d'activités scolaires. Ils établissent une collaboration avec les enseignants de l'agrégation dans la guidance et l'évaluation des stagiaires. Ils peuvent intervenir, en collaboration avec les enseignants de l'agrégation, dans les séminaires d'analyse des pratiques.

Une rémunération est octroyée aux membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire qui participent en tant que maîtres de stage à la formation pédagogique des futurs enseignants.

§ 4. Les critères de recrutement et les éléments essentiels de la rémunération des maîtres de stage sont fixés par le Gouvernement.

§ 5. Si elles le souhaitent, les autorités des institutions organisant les études d'agrégation peuvent choisir et recruter des coordinateurs au sein des corps académique et scientifique ou parmi les maîtres de stage avec lesquels elles collaborent et aux conditions qu'elles déterminent.

§ 6. Les institutions qui organisent l'agrégation établissent des accords et conventions avec des établissements d'enseignement secondaire pour l'organisation des stages des étudiants. Ils donnent lieu à l'établissement de conventions de coopération explicites entre les institutions.

Les institutions veillent à diversifier au maximum leurs partenaires, afin que les étudiants en stage rencontrent le plus de situations professionnelles possibles.

CHAPITRE VI. — *Dispositions complémentaires, modificatives, abrogatoires et finales*

Art. 14. Au terme de leurs études, les nouveaux agrégés de l'enseignement secondaire supérieur prononcent publiquement, au cours d'une cérémonie organisée dans l'institution universitaire ou dans la haute école, le serment de Socrate aux termes duquel ils s'engagent à mettre toutes leurs forces et toute leur compétence au service de l'éducation de tous les élèves qui leur seront confiés. La mention de cet engagement est apposée sur leur diplôme.

Art. 15. Dans un délai fixé par le Gouvernement, un encadrement spécifique du début de carrière adapté aux besoins des jeunes agrégés, qui prenne en compte les contraintes liées au fonctionnement du système éducatif en Communauté française, sera étudié et mis en place par le Gouvernement.

Art. 16. L'article 1^{er}, III, a), 6°, de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, inséré par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante : « 6° d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur délivré dans l'enseignement supérieur économique de type long, ceux qui ont obtenu le diplôme de ce grade conformément à la loi ou au décret ».

Art. 17. Dans le 4° de l'article 1bis dans la loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonné le 31 décembre 1949, est inséré un alinéa rédigé comme suit : « Les autorités universitaires peuvent accorder aux étudiants qui s'inscrivent dans une formation accélérée à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur une réduction de la durée minimale des études d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, telle qu'elle est déterminée par l'alinéa 1^{er} du même article et dans les conditions que le Gouvernement détermine. »

Art. 18. Dans le respect de l'article 8 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, les institutions universitaires visées à l'article 1^{er} organisent les agrégations correspondant aux études qu'elles sont habilitées à organiser et pour lesquelles elles sont autorisées à conférer des grades académiques de deuxième cycle.

Art. 19. Dans le respect de l'article 22, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les hautes écoles visées à l'article 1^{er} organisent les agrégations correspondant aux études d'enseignement supérieur économique de type long qu'elles sont habilitées à organiser et pour lesquelles elles sont autorisées à conférer des grades académiques de deuxième cycle.

Art. 20. Dans le décret du 5 septembre 1994 précité, il est inséré un article *25bis* rédigé comme suit : « Article *25bis*. Les autorités universitaires peuvent accorder aux étudiants qui s'inscrivent dans une formation accélérée à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur une réduction de la durée minimale de leurs études, telle qu'elle est déterminée par les articles 19 et 23 du présent décret et dans les conditions que le Gouvernement détermine. »

Art. 21. L'article *21bis* du décret du 5 août 1995, précité est complété par l'adjonction d'un troisième alinéa formulé comme suit : « Par dérogation au 1^{er} alinéa, les études en vue de l'obtention du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur organisées dans l'enseignement supérieur économique de type long comportent des activités d'enseignement dont le nombre d'heures est fixé conformément à l'article 4 du décret du 30 janvier 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur. »

Art. 22. Dans le décret du 5 août 1995 précité, il est inséré un article *35bis* rédigé comme suit : « Article *35bis*. Les autorités de la haute école peuvent accorder aux étudiants qui s'inscrivent dans une formation accélérée à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur une réduction de la durée minimale de leurs études, telle qu'elle est déterminée à l'article 29 du présent décret et dans les conditions que le Gouvernement détermine. »

Art. 23. Dans l'article 15 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 30 juin 1998, est inséré un 8°, rédigé comme suit : « 8° Groupe H : les études relatives à la formation pédagogique des futurs enseignants organisées dans l'enseignement de type long de la catégorie visée à l'article 12, 3°, du présent décret. »

Art. 24. Dans l'article 16 du même décret, modifié par le décret du 31 mai 1999, il est apporté les modifications suivantes :

1. au 1°, il est ajouté un point *h)* libellé comme suit : « *h)* Groupe H : 0,5 point »;
2. il est ajouté un 4°, libellé comme suit : « 4° Les étudiants correspondant au Groupe H pris en compte pour le financement sont ceux qui ont réussi l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur lors de l'année académique précédant l'année budgétaire concernée. »

Art. 25. Le décret du 2 décembre 1982 relatif à la formation initiale des enseignants est abrogé.

Art. 26. Le décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 137-1. — Amendements de commission, n° 137-2. — Rapport, n° 137-3. — Amendements de séance, n° 137-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 30 janvier 2001.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 504

[C — 2001/29120]

8 FEBRUARI 2001. — Decreet tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de universitaire instellingen en hogescholen met een economische categorie bestaande uit studies van het lange type, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die de opleiding van aggregaat voor het hoger secundair onderwijs organiseren.

Art. 2. Alle bekwaamheidsbewijzen en ambten die vermeld staan in de tekst van onderhavig decreet zijn sekseneutraal.

HOOFDSTUK II. — *De vaardigheden van de leerkrachten*

Art. 3. In verwijzing naar het decreet van 24 juli dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, streven de Franse Gemeenschap alsmede iedere inrichtende macht ernaar om, tijdens de opleiding van de geaggregeerden hoger secundair onderwijs, bij iedere student de volgende dertien vaardigheden te ontwikkelen :

1. Kennis vergaren in menswetenschappen voor een correcte interpretatie van reële situaties in en buiten de klas en voor een betere aanpassing aan de schoolbezoekers;
2. Met de instelling, collega's en ouders van leerlingen een doeltreffende samenwerkingsrelatie opbouwen;
3. Op de hoogte zijn van zijn rol binnen de school en zijn beroep uitoefenen zoals bepaald in de wettelijke referentieteksten;
4. Disciplinaire en interdisciplinaire kennis bezitten voor een verantwoord pedagogisch onderricht;
5. De kunst van het onderwijzen onder de knie hebben als leidraad bij het onderricht;
6. Blijk geven van een uitgebreide algemene cultuur teneinde de interesse bij de leerlingen voor het cultuurgebeuren aan te wakkeren;
7. Relatieve vaardigheden uitbouwen die nodig zijn voor de uitoefening van het beroep;
8. Goed inschatten welke belang de ethiek heeft bij het dagelijks onderricht;
9. Werken in teamverband binnen de school;
10. Onderwijsmethoden uitdokteren, deze toetsen, evalueren en in overeenstemming brengen met de voorschriften;
11. Een kritische en autonome houding aannemen ten overstaan van de wetenschappelijke kennis van vroeger en deze van morgen;
12. Leersituaties plannen, ten uitvoer brengen en evalueren;
13. Bezinnen over het onderricht en zich blijven bijscholen.

HOOFDSTUK III. — *De hoofdlijnen en de inhoud van de opleiding*

Art. 4. De cursussen, onlosmakelijk met elkaar verbonden en complementair, die nodig zijn om deze vaardigheden te ontplooiën, bestaan uit volgende vier gelijkwaardige hoofdlijnen :

1. het verwerven van socioculturele kennis (minstens 30 uren);
2. het verwerven van pedagogische kennis voorzien van het zich eigen maken van een wetenschappelijk en onderzoeksgerichte ingesteldheid (minstens 60 uren);
3. het verwerven van socio-affectieve en relationele kennis (minstens 30 uren);
4. de know-how (minstens 90 uren).

De beheersing van de onderwijstaal wordt geëvalueerd in de schriftelijke en mondelinge werken van de studenten. Deze kennis wordt doorheen de hele opleiding getoetst.

Art. 5. Het opleidingsprogramma van alle studenten die zijn ingeschreven voor de studies aggregaat hoger secundair onderwijs bestaat uit de vier hoofdlijnen als bedoeld in artikel 3 van onderhavig decreet.

De opleiding omvat 300 uren. Zeventig procent van dit lesvolume is gemeenschappelijk voor alle aggregaties. Artikel 3 bepaalt de gemeenschappelijke opleidingsdomeinen en hun lesvolume.

Dertig procent van het opleidingsvolume wordt door de instellingen die de aggregatieopleiding verstrekken, gewijd aan onderwijsactiviteiten die zij geheel vrij invullen.

Art. 6. De socioculturele kennis omvat volgende gebieden :

1. de sociologie van de opvoeding;
2. de analyse van de schoolinstelling en haar actoren;
3. een theoretische benadering van de culturele verscheidenheid.

Art. 7. De pedagogische kennis die is voorzien van een wetenschappelijk en onderzoeksgerichte ingesteldheid bestaat uit twee onderdelen :

1. De didactische transpositie omvat de kennisleer van de discipline, de didactiek van de discipline, het onderzoek naar didactiek van de discipline, de interdisciplinaire benadering, de kennis en pedagogische aanpak van de media en de communicatie- en informatietechnologieën.

2. De geïntegreerde pedagogische vorming verdiept zich in de evaluatie van de kennis, de onderwijs- en leerprocessen, de kritische studie van de grote pedagogische stromingen en van het onderzoek naar de opvoeding.

De pedagogische, didactische en interdisciplinaire inhoud wordt uiteengezet met als doel de studenten zodanig op te leiden dat ze voldoen aan de vereisten van de bekwaamheidsniveaus, de eindtermen en de opleidingsprofielen die overeenstemmen met de niveaus van de toekomstige leerlingen en dat ze zich hieraan voortdurend aanpassen.

Art. 8. De socio-affectieve en relationele vaardigheden omvatten :

1. de benadering van de student en van het schoolleven;
2. het leiden van groepen in en rond de klas;
3. de studie van de interpersoonlijke relaties in schoolverband.

Art. 9. § 1. De know-how berust op de samenhang tussen theorie en praktijk. Deze know-how wordt aangeleerd via stages in het dagelijkse leven en seminars waar de praktijk wordt geanalyseerd.

§ 2. De seminars voor praktijkanalyse bieden aan de studenten een waaier aan activiteiten die vaardigheden en een professionele houding doen ontstaan en bezinning hieromtrent losweken.

Hierdoor kunnen de studenten met de verschillende onderdelen van het beroep experimenteren, deze observeren en analyseren. Ook hun persoonlijke identiteit wordt er geleidelijk aan door ontwikkeld en hun latere vervolmaking gepland.

§ 3. De stages in het dagelijkse leven omvatten :

1. de actieve observatiestages, met begeleiding door een vaste leerkracht, onderwijsactiviteiten en andere activiteiten die plaatshebben in een schoolinrichting;

2. de onderwijsstages waarbij de studenten gaandeweg geheel verantwoordelijk zijn voor het onderricht;

3. de stages met schoolactiviteiten buiten de lessen waar de studenten daadwerkelijk betrokken worden bij niet-didactische activiteiten en verband houden met de werking van de inrichting en met de relaties tussen de verschillende actoren onderling.

§ 4. De studenten lopen een deel van hun stages in groepjes van minimum twee personen in dezelfde inrichting. De stages verenigen, in de mate van het mogelijke, de aggregatiestudenten en de studenten van de pedagogische departementen van de hogescholen die binnen dezelfde inrichting actief zijn.

§ 5. Voor de aggregatiestudenten die een functie uitoefenen in het hoger secundair onderwijs kunnen de geleverde prestaties voor deze functie gelijkgesteld worden met onderwijsstages en schoolactiviteitenstages voor zover deze werden geëvalueerd volgens de regels die ook op de andere studenten van toepassing zijn. Deze studenten worden vrijgesteld van de observatiestages.

Art. 10. Een informatiemodule over het bijzonder onderwijs en een informatiemodule over het onderwijs voor sociale promotie kunnen worden georganiseerd in het raam van de vrije uren als bedoeld in het derde lid van artikel 4.

De eerste module bestaat uit een voorlichting over de organisatie en de werking van het bijzonder onderwijs en de pedagogische beginselen die zijn aangepast aan de leerlingen die dit onderwijs volgen. De tweede module bestaat uit een voorlichting over de organisatie en de werking van het onderwijs voor sociale promotie en de pedagogische beginselen die zijn aangepast aan de volwassenen.

De studenten die zich inschrijven voor één van deze modules lopen een deel van hun stages in het overeenstemmend onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *De organisatie van het onderwijs*

Art. 11. De directies van de universitaire instellingen en van de hogescholen kunnen een versnelde aggregatieopleiding organiseren, die plaats heeft tussen de aanvang van het academisch jaar en 31 december van hetzelfde kalenderjaar.

De invoering van deze opleiding is gekoppeld aan een toestand van schrijnend personeelstekort dat door de Regering wordt vastgesteld.

De Regering organiseert deze versnelde aggregatieopleiding alsmede de uitvoeringswijzen en dit na het advies te hebben ingewonnen van de betrokken instellingen.

De versnelde aggregateopleiding wordt ingericht in naleving van artikelen 2 tot 9 van onderhavig decreet.

Art. 12. De samenwerking die de universitaire instellingen die de aggregatie organiseren op het getouw zetten met andere universitaire instellingen om de opleiding te verzekeren van de toekomstige geaggregeerden, overeenkomstig artikel 9 van voornoemd decreet van 5 september 1994, leiden tot de opmaak van uitdrukkelijke samenwerkingsakkoorden tussen deze instellingen, die door de Regering worden erkend.

De samenwerking die de universitaire instellingen die de aggregatie organiseren op het getouw zetten met hogescholen om de opleiding te verzekeren van de toekomstige geaggregeerden, overeenkomstig artikel 20 van voornoemd decreet van 5 september 1994, leiden tot de opmaak van uitdrukkelijke samenwerkingsakkoorden tussen deze instellingen, die door de Regering worden erkend.

De samenwerking die de economische categorieën van de hogescholen op het getouw zetten met universitaire instellingen of hogescholen om de opleiding te verzekeren van de toekomstige geaggregeerden, overeenkomstig artikelen 30 en 92 van voornoemd decreet van 5 augustus 1995, leiden tot de opmaak van uitdrukkelijke samenwerkingsakkoorden tussen deze instellingen, die door de Regering worden erkend.

HOOFDSTUK V. — *De omkadering van knowhow-activiteiten*

Art. 13. § 1. De stagedoende studenten worden minstens drie maal tijdens hun stages gesuperviseerd onder de verantwoordelijkheid van de leerkrachten van de instellingen die de aggregatie organiseren.

§ 2. Personeelsleden uit het secundair onderwijs staan de leerkrachten van de universitaire instellingen en hogescholen bij in hun begeleiding van de praktijkactiviteiten, met name de stages en de seminaries waar de praktijk wordt geanalyseerd.

Deze worden erkend als stagemeeesters door de instelling die de aggregatie organiseert, in het raam van samenwerkingsverdragen of -akkoorden die zijn opgesteld tussen de universitaire instellingen of de hogescholen en de inrichtingen van het secundair onderwijs waar de studenten hun stages lopen. Deze akkoorden en verdragen specificeren de aard van de door hun beide partners geleverde diensten.

§ 3. De stagemeeesters onthalen de stagiairs in hun klas of instelling voor de observatiestages. Zij staan in voor de pedagogische begeleiding van de stagiairs tijdens de onderwijs- en schoolactiviteitenstages. Zij werken samen met de leerkrachten van de aggregatie op het vlak van de begeleiding en de evaluatie van de stagiairs. Zij kunnen, in samenwerking met de leerkrachten uit de aggregatie, deelnemen aan de praktijkanalyseseminaries.

Er wordt een vergoeding toegekend aan de personeelsleden van de inrichtingen van het secundair onderwijs die optreden als stagemeeesters tijdens de pedagogische opleiding van de toekomstige leerkrachten.

§ 4. De aanwervingscriteria en de hoofdlijnen inzake de vergoeding van de stagemeeesters worden door de Regering bepaald.

§ 5. Indien zij dit wensen, kunnen de directies van de instellingen die de aggregatiestudies organiseren coördinatoren selecteren en in dienst nemen bij het academisch en wetenschappelijk lerarenkorps of bij de stagemeeesters waarmee zij samenwerken en onder de voorwaarden die deze vaststellen.

§ 6. De instellingen die de aggregatiestudie organiseren, sluiten akkoorden en verdragen met de inrichtingen van het secundair onderwijs voor de organisatie van de stages van de studenten. Hieruit vloeien uitdrukkelijke samenwerkingsakkoorden voort tussen de instellingen onderling.

De instellingen zorgen voor een zo groot mogelijke diversificatie onder hun partners, zodat de stagedoende studenten in zo veel mogelijke verschillende beroepssituaties terecht komen.

HOOFDSTUK VI. — *Bijkomende, wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 14. Op het einde van hun studies leggen de nieuwe geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs in het openbaar, tijdens een plechtigheid die wordt georganiseerd in de universitaire instelling of in de hogeschool, de Eed van Socrates af volgens dewelke zij zich ertoe verbinden zich geheel in te zetten voor de opvoeding van al hun leerlingen. De vermelding van deze verbintenis wordt op hun diploma aangebracht.

Art. 15. Een specifieke omkadering bij de aanvang van de loopbaan zal door de Regering, binnen een termijn die zij vaststelt, bestudeerd alsook ingevoerd worden en deze zal aangepast zijn aan de noden van de jonge geaggregeerden, dus rekening houdend met de beperkingen inzake de werking van het onderwijssysteem in de Franse Gemeenschap.

Art. 16. Artikel 1, III, a), 6°, van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de bekwaamheidsbewijzen van het hoger onderwijs, ingevoegd door de wet van 9 april 1965, wordt vervangen door de volgende bepaling : « 6° van geaggregeerde hoger secundair onderwijs uitgereikt in het hoger economisch onderwijs van het lange type, diegenen die het diploma van deze graad behaald hebben overeenkomstig de wet of het decreet ».

Art. 17. In 4° van artikel 1bis in de wet op de toekenning van de academische graden en het op 31 december 1949 gecoördineerd programma van universitaire examens, wordt een lid gevoegd, luidend als volgt : « De universitaire autoriteiten kunnen de studenten die zich inschrijven voor een versnelde opleiding aggregaat hoger secundair onderwijs een studieduurvermindering verlenen voor de aggregatie hoger secundair onderwijs, zoals bepaald in het eerste lid van hetzelfde artikel en onder de voorwaarden die de Regering bepaalt. »

Art. 18. In naleving van artikel 8 van het decreet van 5 september 1994 betreffende het stelsel van de universitaire studies en graden, organiseren de universitaire instellingen bedoeld in artikel 1 de aggregaties die overeenstemmen met de studies die zij mogen organiseren en waarvoor zij de academische graden van de tweede cyclus mogen uitreiken.

Art. 19. In naleving van artikel 22, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, organiseren de hogescholen bedoeld in artikel 1 de aggregaties die overeenstemmen met de studies van het economisch hoger onderwijs van het lange type die zij mogen organiseren en waarvoor zij de academische graden van de tweede cyclus mogen uitreiken.

Art. 20. In het voormeld decreet van 5 september 1994 wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel 25bis. De universitaire autoriteiten kunnen de studenten die zich inschrijven voor een versnelde opleiding aggregaat hoger secundair onderwijs een studieduurvermindering verlenen voor de aggregatie hoger secundair onderwijs, zoals bepaald in artikelen 19 en 23 van onderhavig decreet onder de voorwaarden die de Regering bepaalt. »

Art. 21. Artikel 21bis van voormeld decreet van 5 augustus 1995 wordt aangevuld door toevoeging van een derde lid, luidend als volgt : « In afwijking van het eerste lid omvatten de studies die leiden tot de graad van geaggregeerde hoger secundair onderwijs ingericht in het economisch hoger onderwijs van het lange type, onderwijsactiviteiten waarvan het aantal uren wordt bepaald overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 30 januari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden hoger secundair onderwijs. »

Art. 22. In voormeld decreet van 5 augustus 1995 wordt een artikel 35*bis* gevoegd, luidend als volgt : « Artikel 35*bis*. De autoriteiten van de hogescholen kunnen de studenten die zich inschrijven voor een versnelde opleiding aggregaat hoger secundair onderwijs een studieduurvermindering verlenen voor de aggregatie hoger secundair onderwijs, zoals bepaald in artikel 29 van onderhavig decreet en onder de voorwaarden die de Regering bepaalt. »

Art. 23. In artikel 15 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen die zijn ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd door het decreet van 30 juni 1998, wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt : 8° Groep H : de studies voor de pedagogische vorming van de toekomstige leerkrachten die wordt georganiseerd in het onderwijs van het lange type van de categorie bedoeld in artikel 12, 3°, van dit decreet. »

Art. 24. In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 31 mei 1999 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In 1°, wordt een punt *h*) toegevoegd, luidend als volgt : *h*) Groep H : 0,5 punt »;

2. Er wordt een 4° toegevoegd, luidend als volgt : « 4° De studenten die behoren tot Groep H en die in aanmerking worden genomen voor de financiering zijn diegenen die de aggregatie hoger secundair onderwijs behaald hebben tijdens het academiejaar dat het betrokken begrotingsjaar voorafgaat. »

Art. 25. Het decreet van 2 december 1982 betreffende de initiële opleiding van de leerkrachten wordt opgeheven.

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 8 februari 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 137-1. — Amendementen in de commissie, nr. 137-2. — Verslag, nr. 137-3. — Amendementen in de zitting, nr. 137-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 30 januari 2001.



F. 2001 — 505

[S - C - 2001/29105]

18 DECEMBRE 2000. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires dirigeants du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires dirigeants du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 6 décembre 2000,

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 décembre 2000;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de la Culture et des Sports et du Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 décembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du 19 octobre 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires dirigeants du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. L'autorisation visée à l'article 2 n'est pas nécessaire pour les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services dont l'estimation financière ne dépasse pas cinq cent mille francs. »